L'éditeur de L'Aut'Journal y va de vaines semonces envers le Parti québécois
Mais elles ne vont pas au fond des choses ce qui interroge Québec solidaire

L'éditeur de L'Aut'Journal, toujours fidèle au Parti québécois (PQ), lui enjoint de corriger le tir du tout au tout s'il veut parvenir à l'indépendance. De dire l'éditeur, bien que le PQ soit dominant seulement dans la Laurentie (les régions éloignées), et qu'il soit pétri d'identitarisme et de néolibéralisme à mode du Parti Conservateur (PCQ), le mode de scrutin uninominal à un tour lui a quand même donné un gouvernement minoritaire avec un petit 28% des suffrages (19% de l'électorat total) ce qui est beaucoup moins que le 43% obtenu par les Libéraux fédéraux au Québec lors des dernières élections fédérales. Selon Pierre Dubuc, le PQ a le choix de miser sur le « nous » étroit francophone de souche comme il le fait ou le « nous » inclusif à la Québec solidaire (QS) bien que l'auteur n'utilise pas cette image. Il faut cependant avouer que QS n'a pas toujours été conséquent quant à l'inclusion comme l'ont montré l'épisode Haroun Bouazzi de 2024, les « *propos maladroits* » emprunts de sinophobie en 2019 d'une députée Solidaire pour lesquels le parti avait refusé de s'excuser ou encore l'ambiguïté du parti à propos du moratoire sur la chasse à l'orignal dans la Réserve faunique La Vérendrye malgré le clair parti-pris de la Déclaration des Nations unies pour les droits des peuples autochtones sur ce sujet.

Avec raison, l'auteur déplore que le PQ, durant la campagne électorale, prônait la réduction du déficit fiscal alors qu'il ne soulignait pas que Mark Carney « *distribuait allègrement des milliards aux pétrolières et en promettait autant aux financiers réunis à son Sommet sur l'investissement, sans se soucier le moins du monde de l'augmentation du déficit fédéral.* » QS, quant à lui et bien qu'il ait aussi plaidé l'élimination du déficit, a rejeté la « *vision économique dépassée qui nous a menés à la crise climatique qu'on vit aujourd'hui : plus d'argent pour les pétrolières, des pipelines et du gaz naturel.* ». Il a plutôt proposé la hausse de l'imposition des très riches pour quelque peu réinvestir socialement. À propos de la militarisation à la Trump du budget et de l'économie appuyée ouvertement par le Livre bleu du PQ, QS est demeuré silencieux sur le sujet durant la campagne électorale bien qu'à l'automne 2025 il ait « *sonn[é] l'alarme face à d'éventuelles subventions de Québec à l'industrie de la défense* ». Mais était-ce plutôt « **demande[r] la convocation rapide d'une commission parlementaire afin de débattre publiquement des conditions entourant l'utilisation de fonds publics dans l'industrie militaire** » (en gras dans le texte) pour s'assurer que ces armes ne tuent pas de civils ?

De la clarté de la critique sociale à l'ambiguïté de celle internationale et l'absence de celle climatique

Il est cependant regrettable que Pierre Dubuc instrumentalise l'invasion et l'occupation de l'Ukraine par l'impérialisme russe pour souligner la tradition pacifiste du peuple québécois laquelle a plutôt été historiquement une position anti-impérialisme britannique devenant anti-impérialisme étatsunien. Si l'annexion de la Crimée en 2014 et l'invasion du Donbass au même moment avaient malencontreusement passé sous le radar, la grande invasion de 2022 provoqua sur le coup des prises de position québécoises plus imbues d'anti-impérialisme étatsunien que d'anti-impérialisme tout court y compris de la part de la députation Solidaire. Mais le déploiement de la barbarie de l'impérialisme russe a tôt fait de rétablir l'équilibre. En février 2026, l'Assemblée nationale unanime a voté une motion de solidarité qui, entre autres, déclarait « *[q]u'elle réitère l'importance de poursuivre les efforts internationaux d'aide à l'Ukraine, notamment pour sa défense et sa reconstruction* ». Les pays de l'OTAN n'envisagent aucunement

pour autant d'envoyer des soldats combattre en Ukraine, comme le suggère l'auteur, étant donné le risque de guerre nucléaire. Ils y enverraient cependant des troupes comme garants d'un accord de paix auquel l'Ukraine serait partie prenante quoiqu'ils aient les moyens de lui tordre le bras. Bien sûr, cette unanimité bien qu'elle soit anti-Trump n'enlève rien à l'hypocrisie des partis de droite, à Québec comme à Ottawa, qui balance par-dessus bord une prise de position dans les mêmes eaux vis-à-vis la Palestine malgré un génocide dénoncé ente autres par Amnistie internationale, Human Rights Watch, Médecins sans frontières et deux comités de l'ONU. Cela dit, bien qu'il existe une modeste dénonciation dans la rue du génocide sioniste il n'en est pas de même des crimes de guerre russes malgré la possibilité de jonctions avec les syndicats et autres mouvements sociaux ukrainiens.

Pierre Dubuc souligne que « *la reconnaissance internationale d'une déclaration d'indépendance sera extrêmement difficile à obtenir sans une entente préalable avec les peuples autochtones* ». Il a raison mais on se demande pourquoi ce consentement reposerait uniquement sur une contrainte extérieure. Il ne précise pas la condition absolument nécessaire mais non nécessairement suffisante pour que les nations autochtones et inuit résidant dans la province fédérale du Québec, en particulier dans la partie hors Laurentie annexée au Québec en 1898 et 1912, acceptent de se joindre au nouveau pays d'une manière ou d'une autre. Québec solidaire comprend, étant donné leurs droits territoriaux, qu'il faut renoncer vis-à-vis ces nations au principe de l'intégrité territoriale. Mais bizarrement ou peut-être par nationalisme larvé, dans son projet « *Nouveau Québec* », QS nie immédiatement cette renonciation au nom de la « *cohabitation sur un même territoire* ». Le pendant de la renonciation à l'intégrité territoriale n'est pas la « cohabitation » sauf au sens tautologique mais non politique. Jaugé à cette aulne, le Québec serait inséparable du Canada qu'il couperait en deux parties. Ce pendant est la possibilité de la séparation vis-à-vis le Québec y compris le maintien au sein du Canada. La pleine collaboration des peuples autochtones pour la co-construction d'un Québec pluri-national exige cette clarification indispensable.

Comme prescription ultime l'éditeur insiste que l'indépendance requière un soutien extérieur. Serait-ce au point que cet appui devrait être explicite et garanti d'avance ? Se maintenant dans un strict cadre géostratégique, il ne semble envisager que la possibilité d'appuis étatiques, et seulement de celui des ÉU non trumpiennes par suite d'une crise politique qu'il voit inévitable à l'occasion des élections de mi-mandat. Qu'en est-il de l'appui des peuples, en particulier de celui du Canada et des ÉU, suffisant pour neutraliser une pression indue de leurs États ? La clef pour obtenir cet appui comme d'ailleurs pour assurer l'adhésion autochtone et, enfin et surtout, la pleine participation du peuple québécois est la conjugaison de la lutte pour la libération nationale avec celle de l'émancipation sociale. Au XXIe siècle ces deux luttes pour aboutir à autre chose que de gagner la meilleure chaise sur le pont du Titanic, si tant est que ça soit possible dans le cadre des catastrophes climatiques et de celles de la biodiversité, exige la restauration des grands équilibres écologiques au plus près des conditions de l'Holocène.

La nécessité névralgique du rejet de tout extractivisme néofascisant auquel QS ne répond pas

Pour le Québec, cette combinaison des enjeux national, social et écologique pour atteindre le rapport de forces impératif afin de renverser la chape de plomb d'un capitalisme se néofascisant sous le voile du projet de loi C-39 des Libéraux fédéraux, bientôt suivi d'une nouvelle politique de sécurité nationale « *pour un Canada plus fort* », passe par le rejet de l'extractivisme tous

azimuts. Ce rejet vaut tout autant pour les hydrocarbures comptant pour plus de la moitié de la consommation énergétique du Québec que pour celui « capitaliste vert » du tout-électrique qui sous-tend le Plan d'action 2035 d'Hydro-Québec se prolongeant dans l'Accord-cadre sur Churchill Falls, épine dorsale de la stratégie de développement économique du Québec d'ici 2050. L'alternative est le projet de société d'un Québec écosocialiste soit une société en décroissance matérielle dont le but est de prendre soin des gens et de la terre-mère. Ce projet implique une prise en charge démocratique, dans un sens participatif, des hauteurs stratégiques sous contrôle des transnationales du système que sont la finance, l'énergie, les communications et le transport, les ressources naturelles et bien sûr la santé et de l'éducation.

On s'attendrait à ce que QS, étant donné que la durée de vie de ce gouvernement minoritaire sera vraisemblablement courte, s'enligne sans plus tarder sur une telle stratégie une fois assuré le débat et une décision démocratique au sein du parti pour ce faire. Rien de tel ne s'annonce. Après une rétroaction des équipes électorales pour faire le bilan de la campagne, « *on prévoit différents forums pour les élu·es locaux d'ici le temps des Fêtes, et le processus culminera au Conseil national du printemps* » pour finalement aboutir à un congrès durant l'automne 2027. On se serait attendu à un Conseil national dès cet automne et à un congrès au printemps prochain afin de confronter le gouvernement avec une stratégie pour l'indépendance de justice climatique et de justice sociale.

Mais peut-être que la direction Solidaire préfère avancer ses pions au gré de la conjoncture ? Le débat public sur l'itinérance aurait pu en être l'occasion. Durant la campagne électorale, « *QS propos[ait] d'investir 1,5 G$ d'ici 2030-2031 pour régler la crise de l'itinérance. Ainsi, 6000 des 50 000 logements sociaux promis par QS seront destinés aux personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir. Une enveloppe de 345 M$ sur quatre ans est prévue pour embaucher des intervenants psychosociaux qui visiteraient périodiquement ces nouveaux logements.* » Après le 5 octobre il n'a plus été question de prôner la nécessité de ces engagements afin de commencer à résoudre la crise de l'itinérance. « *Québec solidaire se réjouit que le premier ministre Paul St-Pierre Plamondon ait répondu à son appel de débloquer […]l'aide d'urgence de 28 millions de dollars […comme] bon premier pas, mais qui doit être accompagnée de mesures de prévention de l'itinérance. C'est pourquoi Québec solidaire demande que le moratoire sur les évictions soit prolongé et que toute éviction durant l'hiver soit interdite pour que personne ne se retrouve à la rue.* »

Il n'est plus question de réclamer du gouvernement péquiste qu'il hausse sa politique sur l'itinérance au niveau des engagements électoraux de QS. Nous voici revenu au bon vieux centrisme qui a valu à QS sa sérieuse reculade électorale. Voilà du pain sur la planche pour le refondé Parti de la rue qui, du moins au niveau idéologique, pette le feu. Va-t-il être capable d'atterrir sur le champ cahoteux de la politique réellement existante ce qui le rendrait crédible pour mener une rude lutte interne au sein du parti ?

Marc Bonhomme, 31 octobre 2026
www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com